

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-07 du 20 février 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Cour suprême invalide les droits de douane imposés au titre de l'IEEPA

Climat – énergie – environnement

2. Le président D. Trump renforce la production nationale de phosphore et d'herbicides à base de glyphosate pour la sécurité agricole et nationale
3. Le Secrétaire à l'Énergie maintient en activité des centrales à charbon par ordre d'urgence

Transport et infrastructure

4. La Maison Blanche publie sa nouvelle stratégie maritime
5. La Federal Aviation Administration exige que toutes les compagnies aériennes commerciales s'engagent formellement à recruter leurs pilotes sur la base du mérite

Industrie

Brèves

Numérique et innovation

Brèves

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Cour suprême invalide les droits de douane imposés en vertu de l'IEEPA

La Cour suprême des Etats-Unis a invalidé, par six voix contre trois, certains droits de douane imposés par le président Trump, jugeant que les dispositions de la loi *International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA) ne sauraient être interprétées comme autorisant l'imposition de tarifs douaniers.

Pour mémoire, la Cour du commerce international (CIT) avait invalidé l'imposition des tarifs en vertu de l'IEEPA en première instance le 28 mai [voir Brèves sectorielles du [30 mai 2025](#)]. Dans une décision du 28 août, la Cour d'appel fédérale avait confirmé l'illégalité de ces droits sans toutefois suspendre leur collecte ou exiger leur remboursement [voir Brèves sectorielles du [5 septembre 2025](#)]. Le 3 septembre, l'administration avait fait appel de cette décision auprès de la Cour suprême et sollicité un examen accéléré du dossier.

Lors d'une [conférence de presse](#) qui a suivi la décision de la Cour suprême, le président Trump a qualifié cette décision de « profondément décevante » et s'est dit « absolument honteux » des membres de la Cour qui « n'ont pas eu le courage de faire ce qui est juste pour notre pays ». De manière alternative aux droits IEEPA, il a annoncé l'imposition d'un droit de 10% sur le motif de la section 122 du Trade Act de 1974, qui permet des tarifs jusqu'à 15%, potentiellement sur l'ensemble des pays et l'ensemble des importations, pendant 150 jours. Il a également annoncé que de nouvelles enquêtes au titre de la section 301 du même Trade Act seraient prochainement initiées.

Brèves

- Le 17 janvier, le département du Commerce a [annoncé](#) trois premiers projets au titre de la première tranche de l'engagement d'investissement japonais de 550 milliards de dollars aux Etats-Unis d'ici 2029, tel que prévu par l'accord commercial entre les deux pays. D'un montant total de 36 milliards de dollars, cette première tranche porte sur un projet de centrale électrique au gaz naturel dans l'Ohio, une installation d'exportation de pétrole brut en eaux profondes au Texas et une usine de production de diamants industriels synthétiques en Géorgie.
- Le département du Trésor a [délivré](#) une licence générale autorisant toutes les transactions relatives aux opérations gazières et pétrolières

au Venezuela de six entreprises : BP, Chevron, Eni, Maurel & Prom, Repsol et Shell.

Climat – énergie – environnement

2. Le président D. Trump renforce la production nationale de phosphore et d'herbicides à base de glyphosate pour la sécurité agricole et nationale

Le président D. Trump a [signé](#) le 18 février un décret présidentiel mobilisant le *Defense Production Act* pour protéger la production nationale de phosphore et d'herbicides à base de glyphosate. Le décret souligne que toute interruption de l'approvisionnement de ces matériaux critiques pourrait rendre la base industrielle de défense et l'approvisionnement alimentaire vulnérables. Il délègue au Secrétaire à l'Agriculture le pouvoir de gérer les contrats, l'allocation des matériaux et des installations pour assurer un approvisionnement continu, en consultation avec le Secrétaire à la Guerre. Le décret précise également que le phosphore est essentiel pour les dispositifs militaires, les semi-conducteurs et les batteries utilisées dans les systèmes d'armement, tandis que le glyphosate soutient la productivité agricole et la sécurité alimentaire. L'administration indique également continuer de soutenir la recherche et l'investissement dans de nouvelles technologies agricoles tout en garantissant la disponibilité stable de ces intrants critiques.

Ce décret conforte la place et le rôle du glyphosate comme élément clé de la protection des cultures aux Etats-Unis. Or ce pesticide est vivement contesté et considéré par certains instituts de recherche comme probablement cancérigène. Saluée par le président républicain de la commission agricole de la Chambre, la décision présidentielle a été vivement critiquée par les environnementalistes et notamment Ken Cook, président d'[EWG](#), qui a déclaré : « élever le glyphosate au rang de priorité de sécurité nationale est exactement à l'opposé de ce qui avait été promis aux électeurs [MAHA](#) ».

3. Le Secrétaire à l'Energie maintient en activité des centrales à charbon par ordre d'urgence

Le Secrétaire à l'Energie C. Wright a [renouvelé](#) le 17 février un ordre d'urgence (« Emergency order ») pour garantir que la centrale à charbon J.H. Campbell à West Olive (Michigan) reste opérationnelle pour garantir la fiabilité du réseau dans la région du Midwest tout en minimisant les coûts de l'électricité pour les Américains. La fermeture de la centrale Campbell était initialement prévue pour le

31 mai 2025, soit 15 ans avant la fin de sa durée de vie prévue. Le Département de l'Énergie (DoE) précise que la centrale a été essentielle pour stabiliser le réseau lors de la tempête hivernale Fern et que les conditions d'urgence persistent dans la région où elle se situe. Le DoE rappelle que selon son [rapport sur l'adéquation des ressources](#) de juillet 2025, les coupures d'électricité pourraient augmenter de cent fois d'ici 2030 si les sources « fiables », qui comprennent les centrales à charbon, sont retirées du réseau.

Brèves

- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) le 13 février que la production de gaz naturel aux États-Unis devrait atteindre 120,8 Bcf/j (3,42 Mm³/j) en 2026 et un record de 122,3 Bcf/j (3,46 Mm³/j) en 2027, principalement grâce aux bassins des Appalaches, de Haynesville et du Permian. La croissance dans le Haynesville est soutenue par des prix élevés du gaz et la proximité des terminaux de gaz naturel liquéfié, tandis que celle du Permian provient surtout du gaz associé au pétrole malgré la baisse des prix du West Texas Intermediate. Le bassin des Appalaches reste le principal contributeur, avec une légère croissance rendue possible par la mise en service du Mountain Valley Pipeline.
- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [indiqué](#) le 17 février que les exportations américaines par voie maritime de produits pétroliers raffinés ont atteint 6,3 millions de barils par jour en janvier 2026, en hausse de 10 % par rapport à l'an dernier, portées par le diesel, l'essence et le GPL. Le diesel a connu la plus forte croissance (+19 %), avec un déplacement des exportations de l'Amérique du Sud vers l'Europe, en raison de la forte demande expliquée par les besoins accrus de chauffage et d'électricité cet hiver et les contraintes d'approvisionnement (sanctions contre la Russie et des défis structurels du marché européen du diesel). Le GPL, l'essence et le kérosène ont également augmenté, reflétant la forte demande européenne et les prix compétitifs américains.

Transport et infrastructure

4. La Maison Blanche publie sa nouvelle stratégie maritime

La Maison Blanche a [publié](#) le 13 février le Plan d'action maritime (Maritime Action Plan ou MAP), document fixant la stratégie maritime de l'administration Trump. Ce document s'inscrit dans les suites du décret présidentiel du 9 avril 2025 "Restoring America's Maritime Dominance". L'ambition de l'administration Trump est de « permettre aux États-Unis d'avancer de manière décisive vers un

nouvel Âge d'or maritime en élargissant la capacité de construction navale commerciale, en construisant une main-d'œuvre résiliente et en renforçant des alliances qui favorisent à la fois la prospérité économique de notre nation et sa sécurité nationale. »

Le communiqué rappelle à cet égard que la position stratégique du pays et la capacité industrielle navale se sont affaiblies en raison d'un manque de priorisation stratégique, de processus d'approvisionnements gouvernementaux et d'un manque de soutien stratégique pour la construction de navires commerciaux dans les chantiers nationaux. En conséquence, avec moins d'un pour cent des nouveaux navires commerciaux aujourd'hui construits aux États-Unis, les États-Unis ne disposent pas de la capacité nécessaire pour faire face à ses « concurrents stratégiques ». Ceux-ci dominent le marché et construisent des navires à une fraction du coût de production américain. Ce statu quo pose d'importants problèmes de sécurité et de dépendance à la chaîne d'approvisionnement.

Le MAP se veut une réponse à cette situation en organisant une réponse autour de quatre piliers :

1. Reconstruire les capacités de construction navale américaine
2. Réforme de l'éducation et de la formation de la main-d'œuvre
3. Protection de la base industrielle maritime
4. Sécurité nationale, sécurité économique et résilience industrielle

Des actions de simplification réglementaires et la préparation de vecteurs législatifs pour porter certaines dispositions au Congrès, sont également prévues.

5. La Federal Aviation Administration exige que toutes les compagnies aériennes commerciales s'engagent formellement à recruter leurs pilotes sur la base du mérite

Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 13 février que l'administration fédérale de l'aviation (FAA) a publié une nouvelle « [Spécification d'exploitation](#) » (OpSpec) obligatoire, exigeant que toutes les compagnies aériennes commerciales s'engagent formellement à recruter les pilotes sur le mérite.

Selon le communiqué du Département des transports (DoT), des allégations d'embauche aérienne en fonction de la race et du sexe persisteraient alors que « la FAA a relevé les normes de performance, (et) démantelé les bureaux et contrats de la DEI (diversité, équité et inclusion) (...) ». En vertu de cette nouvelle règle, tous les transporteurs américains devront certifier que cette pratique est terminée. Le non-respect de cette obligation soumettrait les compagnies aériennes à une enquête fédérale.

Cette modification est présentée comme conforme au décret présidentiel du 21 janvier 2025 « Ending Illegal Discrimination and Restoring Merit-Based Opportunity » et à l'action présidentielle « Keeping Americans Safe in Aviation » du 21 janvier 2025, interdisant notamment aux agences fédérales de promouvoir la DEI et abrogeant les mandats relatifs à la discrimination positive. Ces actions étant présentées comme permettant d'accroître la sécurité de l'aviation.

Selon l'administrateur de la FAA, Bryan Bedford : « Il est un strict minimum pour les compagnies aériennes d'embaucher la personne la plus qualifiée lorsqu'on confie la responsabilité de centaines de vies à la fois. La race, le sexe ou la croyance de quelqu'un n'a rien à voir avec sa capacité à piloter et poser des avions en toute sécurité. »

Industrie

Brèves

- Le 18 février 2026, Uber a [annoncé](#) un investissement de plus de 100 millions de dollars dans des infrastructures de recharge dédiées aux véhicules autonomes aux États-Unis, dans le cadre de sa stratégie de développement prioritaire des robotaxis. Cet investissement vise à soutenir les phases de test et la montée en puissance des flottes autonomes, notamment via la construction de stations de recharge rapide sur ses dépôts autonomes et de points de recharge relais dans plusieurs villes prioritaires.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 10 février, le président de la *Federal Trade Commission* (FTC), Andrew Ferguson, a adressé un [courrier d'avertissement](#) (*warning letter*) au PDG d'Apple, Tim Cook. Il y exprime ses préoccupations concernant les contenus mis en avant par Apple News, application d'actualités la plus utilisée aux États-Unis selon lui, qui aurait fait l'objet de plaintes l'accusant d'avoir « systématiquement promu des articles issus de médias de gauche et supprimé des articles provenant de publications plus conservatrices ». A. Ferguson enjoint T. Cook de « procéder à un examen complet des conditions d'utilisation d'Apple et de veiller à ce que la sélection éditoriale d'Apple News soit conforme à ces conditions ainsi qu'aux engagements pris auprès des consommateurs ».

- Le 11 février, la start-up d'IA Anthropic a [annoncé](#) vouloir prendre en charge les hausses de prix de l'électricité susceptibles de résulter de l'exploitation de ses centres de données aux Etats-Unis. L'entreprise prévoit notamment de couvrir les coûts liés (i) aux adaptations du réseau nécessaires au raccordement de ses installations, (ii) au développement de nouvelles capacités de production d'électricité correspondant à leurs besoins — ou, lorsque ces capacités ne sont pas immédiatement disponibles, à l'évaluation et à la compensation des effets sur les prix liés à la demande supplémentaire — ainsi que (iii) d'investir dans des systèmes d'optimisation énergétique de ses infrastructures. Cette annonce intervient dans un contexte [d'engagements similaires](#) pris par Microsoft en début d'année.
- Le 12 février, Anthropic a [annoncé](#) une levée de fonds de 30 Mds\$, portant sa valorisation à 380 Mds\$. L'entreprise a indiqué que ces nouveaux financements visent notamment à « approfondir [ses] travaux de recherche, poursuivre l'innovation produit et soutenir l'expansion de [ses] infrastructures ».
- Le 12 février, Gail Slater, Assistant Attorney General for Antitrust au *Department of Justice* (DoJ), a [annoncé](#) quitter « avec grand regret » ses fonctions à la tête de la division chargée de l'application des lois antitrust. Ce départ, largement présenté par la presse comme contraint dans un contexte de désaccords avec plusieurs membres de l'administration, dont la procureure générale Pam Bondi, a suscité de nombreuses réactions, notamment parmi les élus [démocrates](#). Sa nomination avait [bénéficié](#) d'un large soutien bipartisan, fondé notamment sur son engagement à conduire une politique antitrust vigoureuse à l'encontre des Big Tech.
- Le 15 février, Peter Seinberger, fondateur d'Open Claw, système d'IA agentique en accès libre ayant notamment servi de base au développement de Moltbook, a [annoncé](#) rejoindre OpenAI. Le dirigeant d'OpenAI, Sam Altman, a [indiqué](#) qu'il serait chargé de travailler sur la « nouvelle génération d'agents IA » au sein de l'entreprise.
- Le 17 février, le *Center for AI Standards and Innovation* (CAISI), unité chargée de l'élaboration de standards et de l'évaluation des systèmes d'IA au sein du *National Institute of Standards and Technology* (NIST), a [annoncé](#) le lancement d'une « initiative de standardisation pour les agents d'IA ». Selon le CAISI, cette initiative vise à favoriser une adoption large, sécurisée et interopérable des systèmes d'IA agentique au sein de l'écosystème numérique. Le projet entend notamment (i) faciliter l'élaboration de standards en s'appuyant sur les acteurs industriels, (ii) soutenir le développement de protocoles open source soutenus par la communauté technologique et (iii)

renforcer les travaux de recherche relatifs à la sécurité et à l'authentification des agents d'IA.

Santé

Brèves

- Le 18 février, le géant pharmaceutique américain Moderna a [annoncé](#) que la Food and Drug Administration allait finalement procéder à l'examen de sa demande de mise sur le marché du vaccin à ARN messager mRNA-1010. Quelques jours plus tôt, l'entreprise avait reçu de la FDA une lettre de refus d'examen de ce vaccin. Ce dernier revirement fait suite à un entretien entre Moderna et la FDA et des modifications apportées par le laboratoire à sa demande d'examen.
- Le 18 février, le géant pharmaceutique américain Johnson & Johnson a [annoncé](#) 1Md\$ d'investissement dans un nouveau site de production de thérapies cellulaires dans le comté de Montgomery, en Pennsylvanie. Ce site devrait soutenir 500 emplois dans le secteur de la bioproduction. L'annonce de Johnson & Johnson fait suite à son [engagement](#), en mars 2025, d'investir 55 Md\$ aux Etats-Unis dans les quatre années qui suivraient.
- Le 18 février, la presse a [rapporté](#) que le Directeur de l'agence fédérale National Institutes of Health (NIH), Jay Bhattacharya, assurerait également l'interim des Centers of Disease Control (CDC) jusqu'à ce que le Président nomme, et le Sénat confirme, un nouveau directeur pour cette dernière agence. J. Bhattacharya remplacera ainsi au poste de directeur par interim Jim O'Neill, qui exerçait ces fonctions depuis le limogeage de la Directrice Susan Monarez, en août 2025, moins d'un mois après sa confirmation par le Sénat.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)